Information sur le marché du travail

imt

EMPLOI-QUÉBEC

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'EMPLOI PAR INDUSTRIE AU QUÉBEC

PERSPECTIVES À MOYEN (2013-2017) ET À LONG TERME (2013-2022)

Québec

Rédaction
Faoziat Akanni, économiste
Lassad Damak, économiste et économètre
Youssef Hajoui, économiste et économètre

Modélisation
Lassad Damak, économiste et économètre
Youssef Hajoui, économiste et économètre

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail
Emploi-Québec

Édition
Direction des communications
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Cette étude contient des données sur le marché du travail adaptées de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Elle ne constitue pas une approbation de ce produit par Statistique Canada.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2014

ISBN : 978-2-550-71087-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec

TABLE DES MATIÈRES

LES FAITS SAILLANTS 4

INTRODUCTION 5

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL 7

LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCES 12

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS 15

LA DEMANDE DE REMPLACEMENT GÉNÉRÉE PAR LES DÉPARTS À LA RETRAITE 17

L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE 20

ANNEXE : TABLEAUX STATISTIQUES 22

MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC 26

- Prévisions de l'évolution de l'emploi par industrie 26
- Prévisions des autres caractéristiques du marché du travail 27
- Les prévisions par région 27

RÉFÉRENCES 28

LES FAITS SAILLANTS

- Au cours des prochaines années, il y aura d'importantes possibilités d'emploi au Québec pour les personnes qui veulent intégrer le marché de l'emploi.
- Selon les prévisions d'Emploi-Québec réalisées à partir d'un scénario de croissance économique établi par le Conference Board du Canada en juin 2013, près de 725 400 emplois seront disponibles au Québec entre 2013 et 2017. Le quart de ces emplois devra être pourvu pour répondre à la création de 182 300 emplois, et les trois quarts pour remplacer 543 100 départs à la retraite. Pour la période 2013-2022, on estime à 1 358 500 le nombre de postes qui seront à pourvoir, dont 81 % (1 104 700) pour combler des départs à la retraite.
- Le nombre total d'emplois au Québec devrait atteindre des sommets inégalés soit de 4 166 700 en 2017 et de 4 238 200 en 2022.
- Le taux de chômage enregistrera une baisse régulière pour atteindre 6,2 % en 2017, puis 5,7 % en 2022, soit le taux le plus bas depuis 1968. Ainsi, les perspectives seront très favorables pour les jeunes finissants, les personnes au chômage, les travailleuses et travailleurs plus âgés désirant demeurer actifs et les personnes immigrantes. Le taux de chômage sera en baisse dans toutes les régions.
- En 2017, le nombre de personnes sans emploi devrait avoir connu une baisse de 59 200 personnes et continuer de se replier jusqu'en 2022.
- Quant au taux d'emploi de la population des 15 à 64 ans, il devrait dépasser le sommet enregistré en 2008 pour atteindre 74,4 % en 2017, puis 76,1 % en 2022.
- La participation au marché du travail des 15 à 64 ans est parmi les plus élevées des pays industrialisés, puisque le taux d'activité a atteint 77,7 % en 2012. Ce taux devrait continuer d'augmenter au cours des prochaines années.
- La hausse de la participation au marché du travail des personnes de 65 ans ou plus, observée depuis le début des années 2000, se poursuivra au cours des prochaines années. L'augmentation rapide de cette population occasionnée par l'arrivée des premiers bébé-boumeurs dans ses rangs et combinée à un taux d'activité toujours en croissance, fera augmenter de près de 50 % le nombre d'aînés présents sur le marché du travail d'ici 5 ans. Cela représentera un apport de près de 50 000 personnes dans la population active.
- Il n'y aura pas de pénurie généralisée de main-d'œuvre au cours des dix prochaines années (2013-2022). Toutefois, la rareté de main-d'œuvre se fera sentir davantage dans certaines professions, dans certains secteurs et dans certaines régions.

INTRODUCTION

Les perspectives de l'emploi pour les périodes 2013-2017 et 2018-2022 reposent sur deux scénarios économiques de l'évolution du PIB fournis par le Conference Board du Canada. Le premier (2013-2017) a été livré en juin 2013. Le second (2018-2022), qui prolonge le premier, a été livré en janvier 2014. Elles ne tiennent donc pas compte de la croissance économique additionnelle qui pourrait résulter de la mise en place de nouvelles initiatives.

Le scénario macroéconomique sur lequel reposent les perspectives du marché du travail suppose que, comme le reste de l'Amérique du Nord, le Québec ne connaîtra pas de nouvel épisode de récession au cours de la période de prévision. Bien entendu, les variations conjoncturelles qui pourraient survenir au cours des deux périodes visées ne sont pas prises en compte dans ces scénarios.

Le but premier de l'exercice de prévisions de l'emploi est d'obtenir des diagnostics permettant de déterminer si les perspectives sont *favorables*, *acceptables* ou *restreintes* pour près de 520 emplois de la Classification nationale des professions.

Les prévisions sur l'emploi total constituent donc une étape intermédiaire pour établir les diagnostics sur les professions. Ces données prévisionnelles sur l'emploi sont cependant rendues publiques, car elles permettent aux divers intervenants du marché du travail d'avoir une vision générale de l'évolution du marché du travail.

Avant de présenter les faits saillants de ces prévisions, il est important de rappeler que la toile de fond démographique qui les sous-tend est celle d'un ralentissement démographique. À titre d'exemple, mentionnons que l'ensemble de la population de 15 ans ou plus augmentera, selon le dernier scénario de l'Institut de la statistique du Québec, de 195 800 personnes au cours des années 2013 à 2017, soit 16 000 personnes de moins que lors du précédent exercice des prévisions de l'emploi (il était de +211 800 personnes pour les années 2012 à 2016[1]).

Certes, la population de 15 à 64 ans s'est accrue de 15 100 en 2012, mais elle amorcera un ralentissement en 2014. Ce ralentissement est accentué par le fait que les premiers bébé-boumeurs célèbrent leur 67e anniversaire en 2013, tandis que l'âge médian de la retraite était de 60 ans en 2012, ce qui signifie que la moitié des personnes prennent leur retraite avant cet âge[2]. Ces données indiquent aussi l'importance, pour les prévisions de l'emploi, des hypothèses (non économiques) sur le taux d'activité futur des divers groupes d'âge, notamment les 65 ans ou plus.

1. Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, édition 2009, scénario de référence et compilations spéciales. Le scénario d'Emploi-Québec repose sur le scénario démographique de référence de l'ISQ pour l'estimation de la population future; si le bilan migratoire au cours des prochaines années était plus favorable que prévu, cela pourrait se traduire par une plus forte croissance de la population active et de l'emploi. Précisons que les perspectives démographiques du Conference Board du Canada pour le Québec sont de +227 600 personnes pour ces mêmes années (soit 31 800 personnes de plus que celui de l'ISQ). Quant au scénario des perspectives d'emploi du gouvernement fédéral, il repose sur des perspectives démographiques de +207 000 personnes de 15 ans ou plus pour la même période.

2. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale.

Précisons enfin que sont présentées les valeurs du nombre total des emplois créés au cours des périodes 2013-2017 et 2013-2022, sans préciser le nombre sur une base annuelle. Il s'agit en effet d'un exercice prévisionnel portant sur une période quinquennale ou décennale, et non d'une tentative de prévision du niveau d'emploi pour chacune des années couvertes. Ces dernières, il faut le savoir, sont affectées par des effets conjoncturels qui ne peuvent pas être intégrés à l'avance dans ce modèle prévisionnel.

Dans un même ordre d'idées, le taux de chômage, le taux d'emploi et le taux d'activité sont donnés seulement pour la dernière année de l'exercice prévisionnel, soit 2017 et 2022 (et non pas pour chacune des années prises individuellement). Les chiffres annuels ne seront donc pas présentés. Cela évitera les confusions qui peuvent exister avec les prévisions de création d'emplois d'autres organismes qui sont souvent ajustées plusieurs fois en cours d'année, au fur et à mesure que la conjoncture évolue, ce que ne fait pas Emploi-Québec.

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Pour la période 2013 à 2017, la création de nouveaux emplois devrait comprendre 182 300 postes, auxquels s'ajouteront 71 500 postes pour la période 2018-2022. On estime donc que 253 800 nouveaux emplois seront créés au Québec au cours de la période 2013-2022.

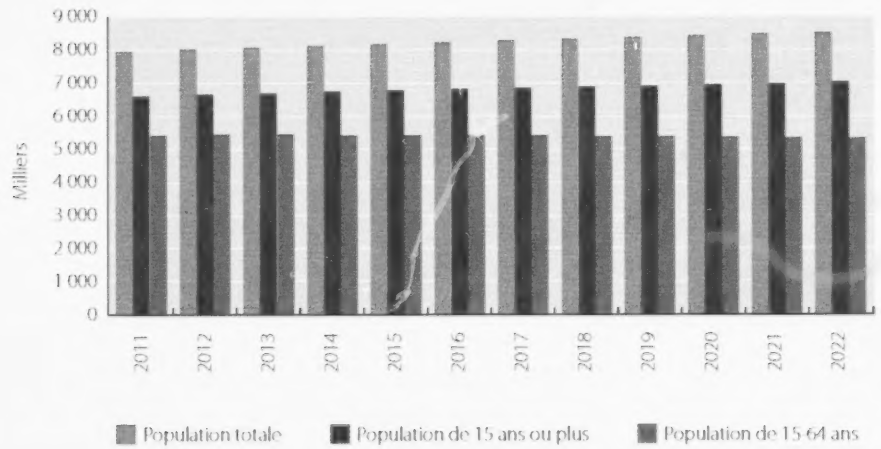
La différence entre les nouveaux emplois prévus pour la période 2013-2017 et ceux prévus pour 2018-2022 résulte de la baisse de la population active des 15 à 64 ans à partir de 2018.

Aux emplois créés s'ajouteront tous les postes à pourvoir à la suite des départs à la retraite. Ils sont estimés à 1 104 700 pour la période 2013 à 2022, dont 543 100 pour les années 2013 à 2017 et 561 600 pour les années 2018 à 2022. Le ralentissement du nombre de postes à pourvoir au cours de la période 2018-2022 résulte du contexte de ralentissement démographique et du commencement de l'ère postérieure aux départs à la retraite des dernières cohortes de bébé-boumeurs.

Au total, il est prévu que pour les années 2013 à 2022, 1 358 500 emplois devront être pourvus au Québec, dont 725 400 postes pour les années 2013 à 2017 et 633 100 pour les années 2018 à 2022. Les régions connaîtront également une hausse de l'emploi.

Le nombre total d'emplois au Québec devrait atteindre 4 166 700 en 2017, puis 4 238 200 en 2022. Pour la période 2013-2017, l'emploi augmentera à un taux annuel moyen de 0,9 %, puis de 0,3 % pour la période 2018-2022. Ces taux sont supérieurs à celui prévu pour la population âgée de 15 ans ou plus durant ces deux périodes. Le chômage enregistrera donc une baisse régulière au cours des années 2013-2022.

GRAPHIQUE 1 **Projection de la population du Québec par groupe d'âge, 2011-2022 (en milliers)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

La population active et le taux d'activité

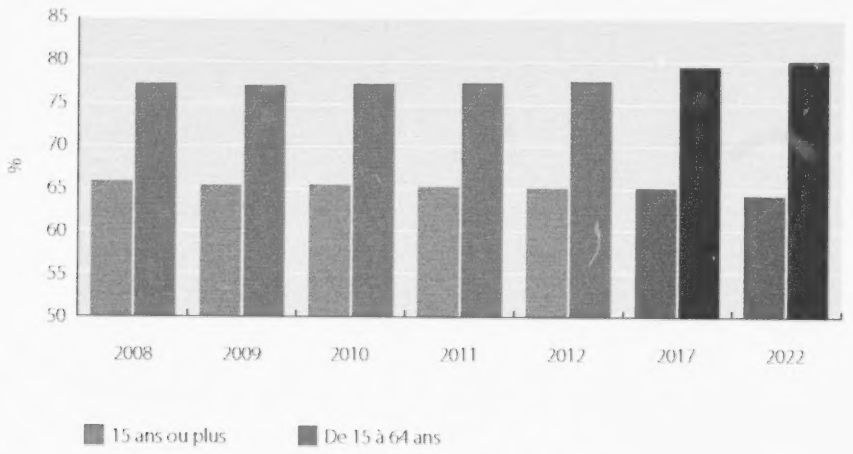
Sur la base des perspectives démographiques présentées ci-dessus, la population active québécoise continuera de croître, mais à un rythme de plus en plus faible. Elle s'élèvera à 4 443 400 personnes en 2017, puis à 4 493 200 personnes en 2022.

Cela correspond à un accroissement de la population active de 172 900 personnes pour les années 2013-2022. Cette augmentation sera de 123 100 personnes pour la période 2013-2017 et de 49 800 pour la période 2018-2022[3].

Compte tenu du contexte de ralentissement démographique, la croissance de la population active continuera de reposer, dans une large mesure, sur la hausse de la participation des femmes, sur une plus grande fidélité au marché du travail de la part des quinquagénaires et des sexagénaires, ainsi que sur un solde migratoire favorable.

Ces facteurs contribueront à ce que la croissance moyenne de la population active, de 0,6 % par année pour la période 2013-2017, soit comparable à celle de la population de 15 ans ou plus. On prévoit donc une relative stabilité de ce taux d'activité, qui passera de 65,1 % en 2012 à 65 % en 2017. Toutefois, en raison de la progression du poids relatif des groupes plus âgés, le taux d'activité de la population de 15 ans ou plus diminuera à partir de 2018 pour s'établir à 64,2 % en 2022. En revanche, celui de la population de 15 à 64 ans continuera de progresser, pour atteindre 79,4 % en 2017 et 80 % en 2022.

GRAPHIQUE 2 **Taux d'activité (en %)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

3. À titre de comparaison, mentionnons que l'arrivée prévue de 123 100 personnes dans les rangs de la population active, entre 2013 et 2017, ne correspond qu'aux deux tiers de l'apport observé au cours de la période de 2008 à 2012 (187 200 nouvelles personnes).

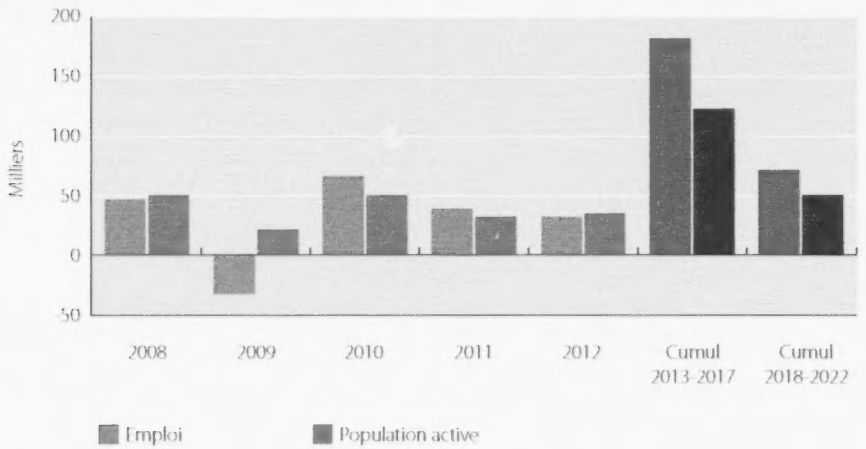
L'emploi et le taux d'emploi

La croissance de l'emploi sera plus rapide que celle de la population active (graphique 3). Il a déjà été indiqué ci-dessus que, pour la période 2013-2017, la création de nouveaux emplois devrait comprendre 182 300 postes auxquels s'ajouteront 71 500 postes pour la période 2018-2022. On estime donc que 253 800 nouveaux emplois seront créés au Québec au cours de la période 2013-2022.

À ces emplois s'ajouteront les postes à pourvoir à la suite des départs à la retraite. Ils sont estimés à 1 104 700 pour la période 2013-2022, dont 543 100 pour les années 2013 à 2017, et 561 600 pour les années 2018 à 2022.

Au total, il est prévu que, pour les années 2013 à 2022, 1 358 500 emplois devront être pourvus au Québec. Cela comprend 725 400 postes pour les années 2013 à 2017 et 633 100 pour les années 2018 à 2022. Les régions connaîtront également une hausse de l'emploi.

GRAPHIQUE 3 **Variation annuelle de l'emploi et de la population active (en milliers)**

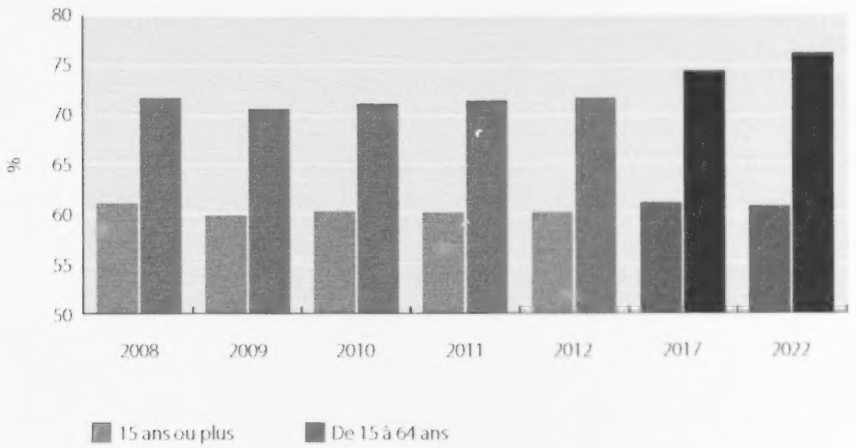


Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

Ces perspectives favorables de l'emploi amèneront le taux d'emploi des 15 ans ou plus à atteindre, en 2017, le sommet de 61 % observé en 2008. Toutefois, sous l'effet du poids relatif des groupes plus âgés, il baissera ensuite lentement pour atteindre 60,6 % en 2022.

Quant au taux d'emploi de la population âgée de 15 à 64 ans, il devrait surpasser, dès 2013, le sommet de 71,7 % enregistré en 2008 pour atteindre 74,4 % en 2017, puis 76,1 % en 2022.

GRAPHIQUE 4 **Taux d'emploi (en %)**

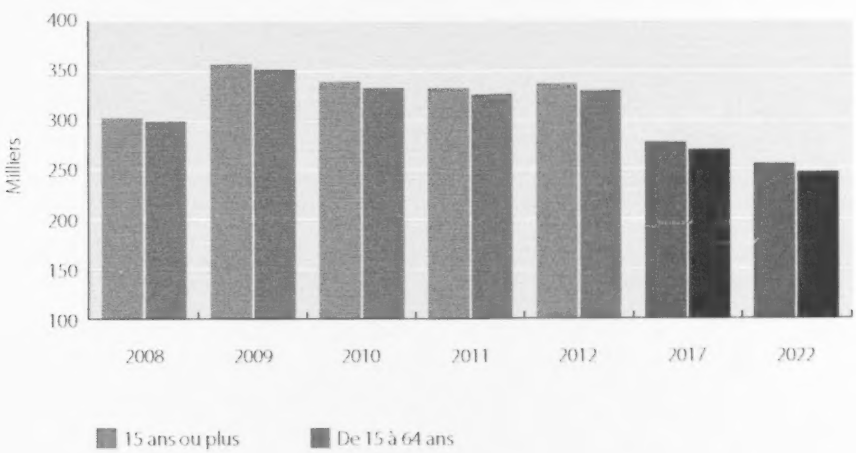


Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

Le chômage

Le chômage connaîtra un repli notable sous l'effet d'un taux de croissance de l'emploi supérieur à celui de la population active. En 2017, il devrait y avoir au Québec 59 200 personnes sans emploi de moins qu'en 2013. Le nombre total de chômeurs devrait en effet passer de 335 900 personnes en 2012 à 276 700 en 2017, puis à 255 000 personnes en 2022.

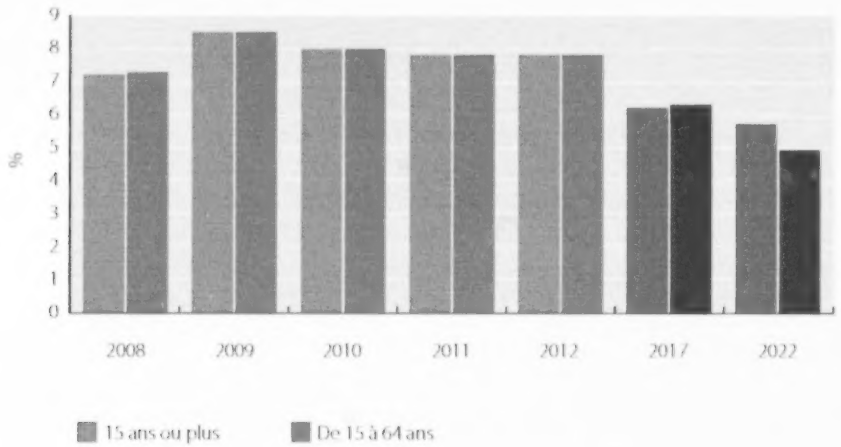
GRAPHIQUE 5 **Nombre de chômeurs (en milliers)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

L'effet combiné d'un ralentissement de la croissance démographique et d'une croissance de l'emploi plus forte que celle de la population active se traduira par une baisse régulière du taux de chômage de 2013 à 2017, puis de 2018 à 2022. Il atteindra en effet 6,2 % en 2017 et 5,7 % en 2022, soit le taux le plus bas connu depuis 1968[4].

GRAPHIQUE 6 **Taux de chômage (en %)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

4. Il existe différentes hypothèses sur l'existence d'un seuil minimum au dessous duquel le taux de chômage ne pourrait pas descendre sous peine de relancer l'inflation. Selon ces hypothèses, le taux de chômage estimé sur un horizon de dix ans peut varier selon les organismes qui font les prévisions. Malgré ces différences, les estimations du Conference Board du Canada (réalisées en décembre 2013) placent le taux de chômage à 6,5 % en 2022 au Québec. Celles de la Direction de la recherche en politiques d'Emploi et Développement social Canada (anciennement RHDCC), réalisées en juillet 2013 mais non publiées, le placent à 5,8 % en 2022.

LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCES

La Classification nationale des professions (CNP) compte dix grandes catégories professionnelles fondées sur le niveau de compétences : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique.

Par ailleurs, la CNP répartit également les professions selon cinq niveaux de compétences : gestion (elle est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétences), professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire[5].

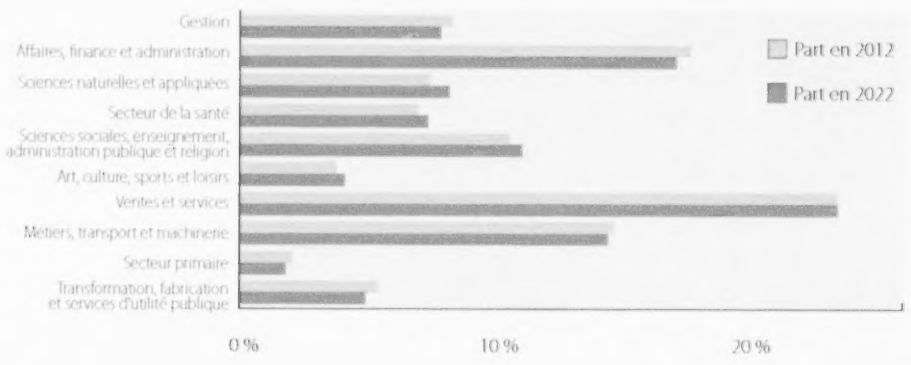
Les domaines de compétence

Le domaine de la vente et des services employait à lui tout seul près du quart de la main-d'œuvre en 2012. Cette proportion demeurera la même en 2022. Ce vaste domaine comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les services de police et d'incendie.

Le domaine de la vente et des services, avec ses 58 000 nouveaux emplois, fournira près du quart des 253 800 emplois supplémentaires prévus entre 2013 et 2022. Les professions des sciences naturelles et appliquées, quant à elles, fourniront 53 000 emplois, et celles du secteur de la santé 48 000.

Le domaine des affaires, de la finance et de l'administration sera en seconde place, avec 17 % des emplois en 2022. Le secteur primaire est celui qui a la plus faible part d'emploi en 2022 (2 %), tout comme en 2012.

GRAPHIQUE 7 **Part de l'emploi total, en 2012 et 2022, par domaine de compétence (en %)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi Québec pour 2013 à 2022.

5. Ressources humaines et Développement social Canada, *Classification nationale des professions 2006 – Descriptions des professions*, Ottawa, 2006.

Les niveaux de compétences

Sur le plan de l'emploi total, en 2022, la majorité se concentrera dans les métiers des niveaux intermédiaire et technique. Les emplois de niveau technique, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire, occuperont le plus de main-d'œuvre en 2022 (avec 32 % de l'emploi total). Ils seront suivis par les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants (28 % de l'emploi total).

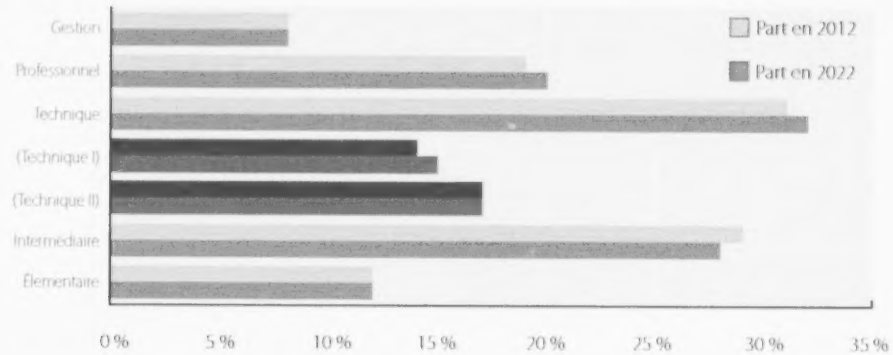
Les emplois de niveau professionnel, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, occuperont 20 % de la main-d'œuvre, tandis que 8 % de celle-ci occupera des emplois de gestion en 2022. Ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, occuperont 12 %. de la main-d'œuvre.

Sur le plan de la croissance, le niveau professionnel, qui requiert généralement une formation universitaire, est appelé à connaître le plus fort taux, soit 1,2 % par an. Cela se traduira par un total de 95 000 nouveaux emplois pour la période 2013-2022.

Le niveau technique, avec un taux de croissance de 0,8 % par an, générera 99 000 nouveaux emplois. La grande majorité des 99 000 nouveaux emplois (soit 86 %, ce qui représente 85 000 emplois) seront de niveau technique I, c'est-à-dire des emplois pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée. Le reste (soit 14 %, ce qui représente 14 000 nouveaux emplois) sera de niveau technique II qui comprend les métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Le niveau élémentaire, qui regroupe plus de 509 000 personnes en 2022, devrait offrir 23 000 emplois de plus entre 2013 et 2022.

GRAPHIQUE 8 **Part de l'emploi total, en 2012 et 2022, par niveau de compétence (en %)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi Québec pour 2013 à 2022.

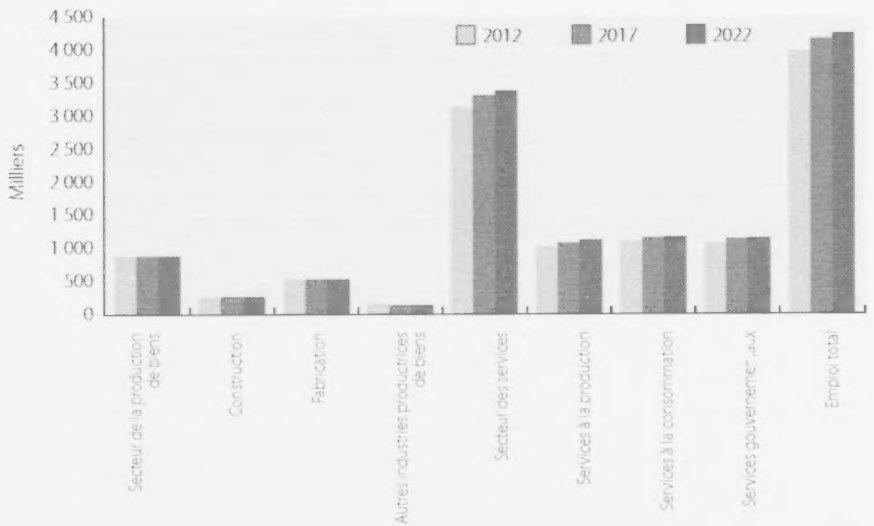
Les perspectives de l'emploi par industrie

Rappelons que le scénario retenu prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 0,9 % par année entre 2013 et 2017. La majorité des 33 industries connaîtront une croissance de l'emploi.

Toute la croissance prévue de l'emploi sera dans le secteur des services, où elle sera en moyenne de 1,1 % par année, entre 2013 et 2017, et de 0,4 % entre 2018 et 2022. Le nombre d'emplois demeurera stable dans le secteur de la production de biens. On observe néanmoins, autant dans le secteur de la production de biens que dans le secteur des services, que l'évolution de l'emploi est appelée à connaître un sort variable d'une industrie à l'autre.

Les 13 industries qui devraient enregistrer des pertes d'emplois (minimes dans certaines industries), se trouvent presque toutes dans le secteur de la production de biens et ne fournissaient que 17 % de l'emploi total en 2012.

GRAPHIQUE 9 **Nombre d'emplois dans les grands secteurs d'activité économique (en milliers)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi Québec pour 2013 à 2022.

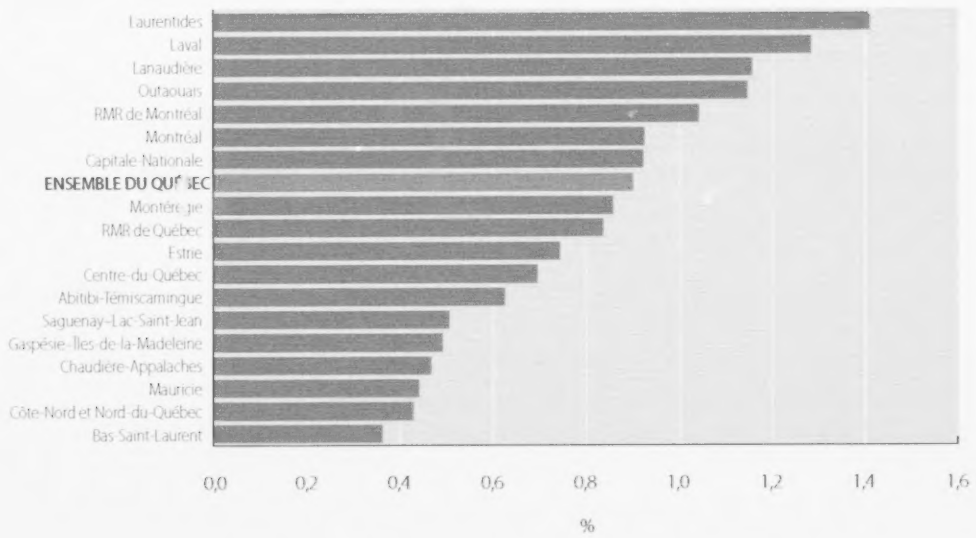
LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

L'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. Les estimations du modèle d'Emploi-Québec ont été ajustées par des économistes et des analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec[6]. Selon les résultats finaux obtenus, la région administrative des Laurentides se classera première au chapitre du taux de croissance de l'emploi, dépassant largement la grande majorité des autres régions entre 2013 et 2017. Elle est suivie de près par la région de Laval (1,3 %).

À l'exception des régions de l'Outaouais (1,1 %) et de la Capitale-Nationale (0,9 %), toutes régions où la croissance prévue de l'emploi est égale ou supérieure à la moyenne québécoise (0,9 %) se trouvent dans la grande région de Montréal. Dans la région métropolitaine de recensement de Montréal[7], on prévoit une croissance de l'emploi de 1 % par année.

La croissance sera moins rapide dans les régions ressources qui occupent six des sept derniers rangs à ce chapitre, la croissance prévue dans ces régions variant de 0,4 % à 0,6 % annuellement. Les régions de la Chaudière-Appalaches (0,5 %), du Centre-du-Québec (0,7 %) et de l'Estrie (0,7 %) connaîtront, elles aussi, une croissance de l'emploi en deçà de la moyenne.

GRAPHIQUE 10 **Croissance annuelle moyenne de l'emploi au Québec et dans les régions, entre 2013 et 2017**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi Québec pour 2013 à 2017.

6. Les perspectives du marché du travail régional ont été produites par les économistes et les analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec avec le soutien de l'équipe responsable des perspectives du marché du travail québécois. Les lecteurs et les lectrices pourront s'adresser à l'économiste de leur direction régionale pour avoir plus d'information sur les tendances du marché du travail dans leur région.

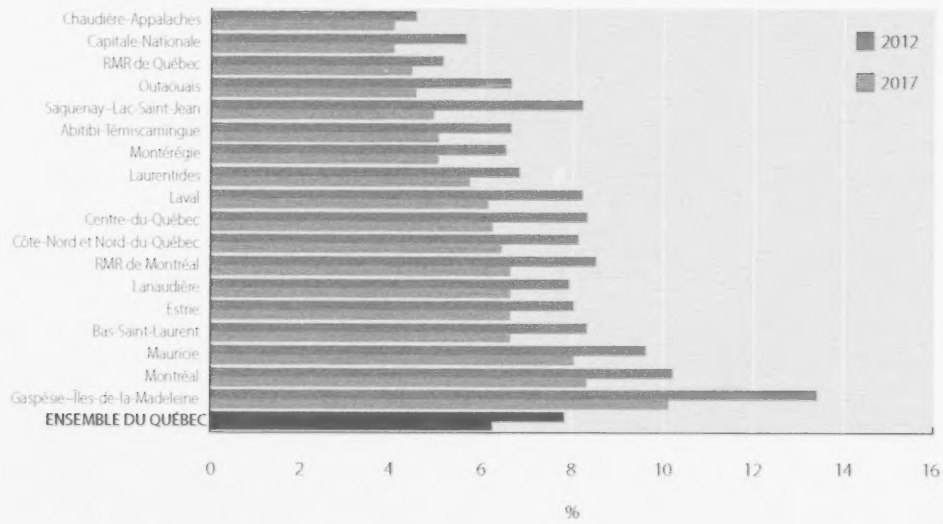
7. La région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval ainsi que la couronne, soit une partie des régions administratives de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

La hausse de l'emploi entraînera une baisse du taux de chômage dans toutes les régions entre 2013 et 2017. La plupart des régions auront alors un taux de chômage inférieur à 7 %, et près de la moitié d'entre elles devraient afficher un taux de chômage inférieur à 6 %. Les régions de la Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale se distingueront par un taux de chômage de 4 %. Suivront, dans l'ordre, les régions de l'Outaouais (4,4 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (4,9 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (5 %) et de la Montérégie (5 %).

Le taux de chômage de la région métropolitaine de recensement de Québec, qui comprend les villes de Québec et de Lévis ainsi que les localités avoisinantes, sera de 4,4 % en 2017. Celui de la région métropolitaine de Montréal sera de 6,6 %.

Le taux de chômage des régions ressources se situe traditionnellement parmi les plus hauts. La situation commence toutefois à changer dans plusieurs de ces régions, qui devraient voir leur taux de chômage se confondre plus ou moins avec la moyenne québécoise en 2016. Malgré l'importante amélioration prévue, le taux de chômage de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (10,1 %) continuera d'être le plus élevé. Le taux de chômage de la région administrative de Montréal, de 8,3 %, sera le plus élevé après celui de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

GRAPHIQUE 11 **Taux de chômage au Québec et dans les régions en 2012 et en 2017**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi Québec pour 2013 à 2017.

LA DEMANDE DE REMPLACEMENT GÉNÉRÉE PAR LES DÉPARTS À LA RETRAITE

La croissance de l'emploi n'est pas le seul facteur qui détermine des besoins de main-d'œuvre. Au cours des années 2013 à 2017, plus de 543 100 personnes[8] au Québec devraient prendre leur retraite et il faudra les remplacer. Entre 2018 et 2022, plus de 561 600 autres personnes devraient aussi prendre leur retraite. Pour l'ensemble de la période, c'est plus de 1,1 million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. Cela signifie qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (27,7 %) de la main-d'œuvre en emploi en 2012.

En additionnant les besoins liés au remplacement des futurs retraités et la création nette prévue d'emplois, on obtient un total d'environ 1 358 500 postes à pourvoir entre 2013 et 2022, dont 725 400 postes pour la période 2013-2017.

Pour l'ensemble du Québec, les besoins liés au remplacement des personnes qui prendront leur retraite représentent 75 % des besoins nets de main-d'œuvre au cours des cinq prochaines années[9]. Cette proportion atteint ou dépasse les 90 % dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Mauricie. Le remplacement des futurs retraités représente moins de 70 % de ces besoins dans certains cas, comme à Laval (62 %), dans les Laurentides (65 %), dans l'Outaouais (67 %) et dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal (68 %).

Certains niveaux et domaines de compétences sont plus touchés que d'autres par les départs à la retraite. Ainsi, au cours de la période 2013-2017, près d'un poste de gestion sur cinq existant en 2012 verra son titulaire quitter le marché du travail. Le phénomène sera plus marqué sur la période de dix ans (2013-2022), puisque plus du tiers des gestionnaires sera à remplacer. Les besoins de main-d'œuvre occasionnés par les départs à la retraite des professionnels (niveau de compétences A, nécessitant généralement une formation universitaire) seront aussi importants (31 % des emplois existant en 2012) sur une période de dix ans (2013-2022).

Selon les domaines de compétence, outre les emplois de gestion, le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine des affaires, de la finance et de l'administration et dans celui de la santé auront quitté le marché du travail[10].

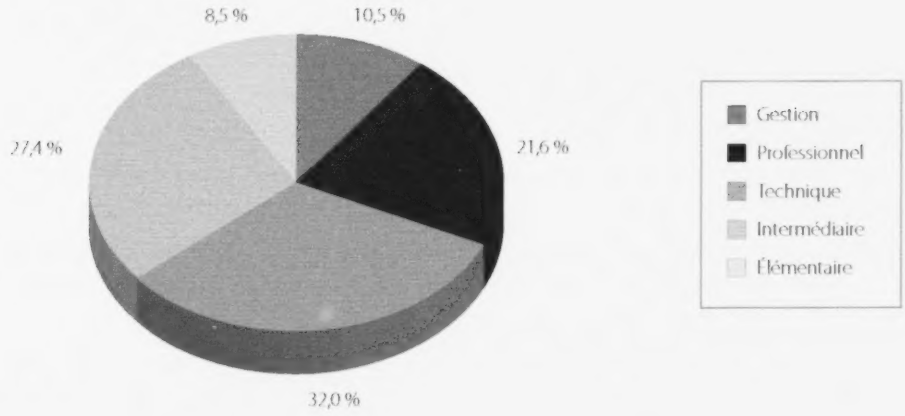
La répartition des départs à la retraite, au cours des périodes 2013-2017 et 2013-2022, montre que le niveau technique (niveau de compétences B, nécessitant généralement une formation collégiale) va fournir près du tiers des postes qui seront libérés.

8. Le nombre de personnes nouvellement retraitées est estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, selon le dernier exercice d'évaluation actuarielle du 31 décembre 2012.

9. Ce pourcentage passe à plus de 80 % au cours des dix prochaines années.

10. La répartition des futurs retraités et retraitées selon les domaines et les niveaux de compétences a été obtenue en se basant sur les projections de nouveaux bénéficiaires de la Régie des rentes du Québec.

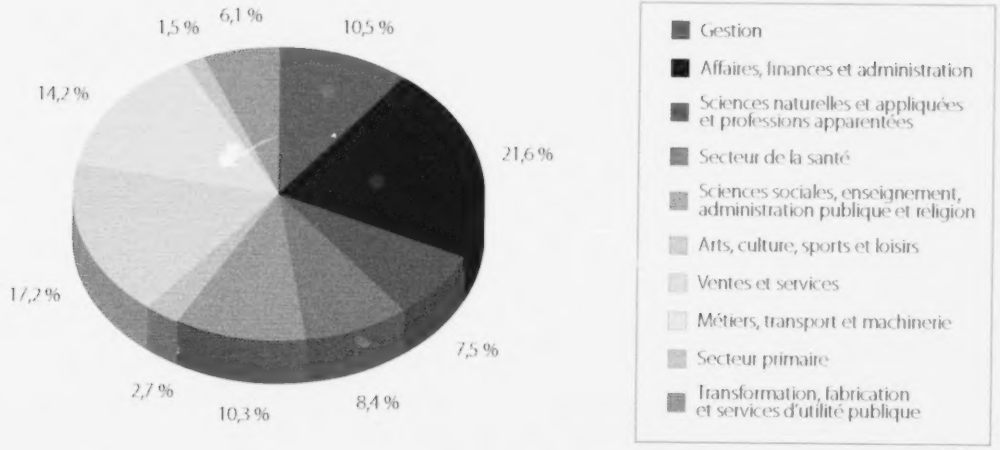
GRAPHIQUE 12 **Répartition des départs à la retraite par niveau de compétences (2013-2022)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec, pour 2013 à 2022.

Selon les domaines de compétences, plus d'un cinquième des personnes occupant un emploi dans le domaine des affaires, de la finance et de l'administration auront quitté le marché du travail, au cours des période 2013-2017 et 2013-2022. Ensuite, le groupe du personnel du domaine des ventes et services fournira 17,2 % des départs à la retraite, pour les mêmes périodes.

GRAPHIQUE 13 **Répartition des départs à la retraite par domaine de compétence (2013-2022)**



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

Plus de 700 000 postes seront à pourvoir au cours des années 2013 à 2017. Il est prévu que l'offre de main-d'œuvre sera suffisante pour répondre à cette demande. Cependant, on ne saurait prédire des pénuries de main-d'œuvre, mais des situations de rareté relatives pourront se manifester pour certaines professions.

L'offre de travail proviendra de diverses sources. La première source est constituée par les jeunes qui entreront sur le marché du travail après avoir terminé leurs études. La seconde est constituée de la future population immigrante, dont le taux de participation élevé au marché du travail contribuera à l'augmentation de la population en âge de travailler. Par ailleurs, les personnes de 65 ans et plus seront plus nombreuses à travailler. Enfin, les personnes en chômage pourront, en obtenant un emploi, répondre à une partie des besoins de main-d'œuvre.

En 2012, le Québec comptait 400 000 jeunes de 10 à 14 ans qui atteindront, au cours des 5 prochaines années, l'âge d'entrer sur le marché du travail, souvent en continuant leurs études. On dénombrait également près de 1 million de jeunes de 15 à 24 ans, qui poursuivront leur transition entre les études et le marché du travail. L'arrivée de tous ces jeunes sur le marché du travail permettra de pourvoir quelque 375 000 postes au cours des années 2013 à 2017.

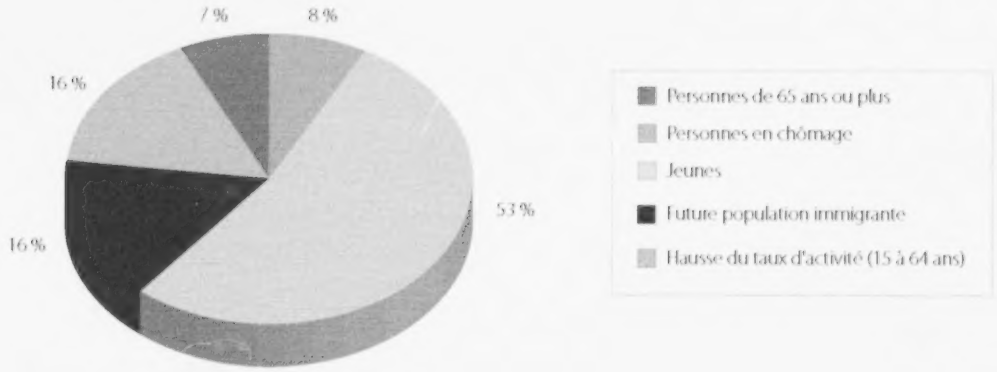
Le Québec est une terre d'immigration nette, les personnes qui y arrivent étant bien plus nombreuses que celles qui partent pour s'établir ailleurs dans une autre province ou un autre pays. L'apport migratoire net à la population en âge de travailler sera de plus de 130 000 personnes au cours des années 2013 à 2017, selon le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec. Plus de 110 000 d'entre elles se trouveront sur le marché du travail.

La participation au marché du travail de la population québécoise âgée de 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevées des pays industrialisés, puisque le taux d'activité a atteint 77,7 % en 2012. Ce taux devrait néanmoins continuer à s'élever au cours des prochaines années. Cette augmentation de la participation fournira au marché du travail un afflux supplémentaire de quelque 110 000 personnes, dont la moitié proviendra de la population de 55 à 64 ans.

La hausse de la participation au marché du travail des personnes de 65 ans ou plus, observée depuis le début des années 2000, se poursuivra. L'augmentation rapide de cette population, occasionnée par l'arrivée des premiers bébé-boumeurs dans ses rangs et combinée à un taux d'activité toujours en croissance, fera augmenter de près de 50 % le nombre d'aînés présents sur le marché du travail. Cela représentera un apport de près de 50 000 personnes dans la population active.

Enfin, le Québec comptait 336 000 personnes en chômage en 2012. La résorption du chômage au cours des prochaines années permettra de pourvoir près de 60 000 postes.

GRAPHIQUE 14 **Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2013 à 2017**

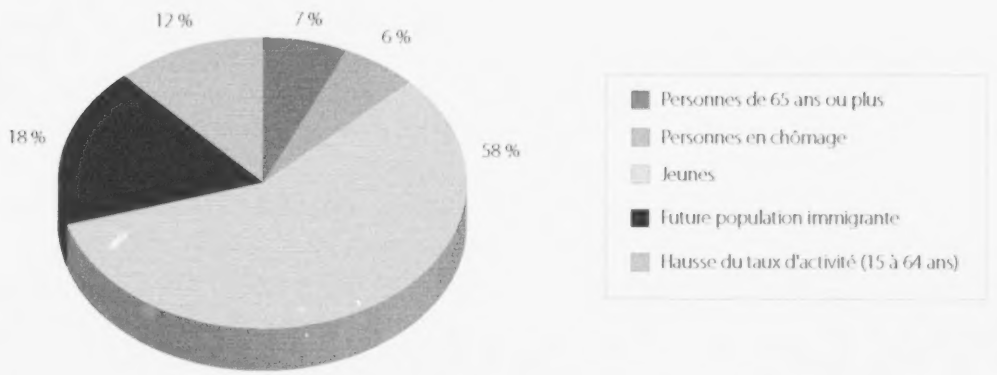


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Au cours de la prériode 2013-2022, le marché du travail québécois aura besoin de 253 800 personnes pour répondre à la croissance de l'emploi. Il aura également besoin de 1,104 million de personnes pour prendre la relève de celles qui prendront leur retraite. Au total, 1,358 million de personnes devront entrer ou retourner sur le marché du travail pour répondre aux besoins de celui-ci.

La composition de l'offre de travail estimée pour 2013-2022 est proche de celle indiquée pour 2013-2017. Cependant, le poids relatif des jeunes et de l'immigration s'est accru, alors que celui du taux d'activité des 15 à 64 ans et du chômage va baisser durant la période 2013-2022, comparativement à la période 2013-2017.

GRAPHIQUE 15 **Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2013 à 2022**



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

ANNEXE TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU 1 **Les indicateurs du marché du travail des 15 ans ou plus**

	2012	2017				2022						
		Variation par rapport à 2012				Variation par rapport à 2017				Variation par rapport à 2012		
	Valeur	Valeur	(000)	%	points de %	Valeur	(000)	%	points de %	(000)	%	points de %
Population (000)	6 637,4	6 833,2	195,8	2,9		6 998,7	165,5	2,4		361,3	5,4	
Population active (000)	4 320,3	4 443,4	123,1	2,8		4 493,2	49,8	1,1		172,9	4,0	
Emploi (000)	3 984,4	4 166,7	182,3	4,6		4 238,2	71,5	1,7		253,8	6,4	
Chômage (000)	335,9	276,7	-59,2	-17,6		255,0	-21,7	-7,8		-80,9	-24,1	
Taux d'activité (%)	65,1	65,0			-0,1	64,2			-0,8			-0,9
Taux de chômage (%)	7,8	6,2			-1,6	5,7			-0,5			-2,1
Taux d'emploi (%)	60,0	61,0			1,0	60,6			-0,4			0,6

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

TABLEAU 2 **Les indicateurs du marché du travail des 15-64 ans**

	2012	2017				2022						
			Variation par rapport à 2012				Variation par rapport à 2017			Variation par rapport à 2012		
	Valeur	Valeur	(000)	%	points de %	Valeur	(000)	%	points de %	(000)	%	points de %
Population (000)	5 417,3	5 394,1	-23,2	-0,4		5 308,5	-85,6	-1,6		-108,8	-2,0	
Population active (000)	4 209,3	4 285,4	76,1	1,8		4 248,5	-36,9	-0,9		39,2	0,9	
Emploi (000)	3 879,8	4 015,8	136,0	3,5		4 040,1	24,2	0,6		160,2	4,1	
Chômage (000)	329,5	269,6	-59,9	-18,2		208,4	-61,1	-22,7		-121,0	-36,7	
Taux d'activité (%)	77,7	79,4			1,7	80,0			0,6			2,3
Taux de chômage (%)	7,8	6,3			-1,5	4,9			-1,4			-2,9
Taux d'emploi (%)	71,6	74,4			2,8	76,1			1,7			4,5

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

TABLEAU 3 **L'emploi par secteur d'activité**

	2012	2017			2022				
			Variation par rapport à 2012			Variation par rapport à 2017		Variation par rapport à 2012	
	Valeur	Valeur	(000)	%	Valeur	(000)	%	(000)	%
Secteur de la production de biens	859,7	859,5	-0,2	0,0	863,0	3,5	0,4	3,3	0,4
Construction	244,3	239,9	-4,4	-1,8	238,9	-1,0	-0,4	-5,4	-2,2
Fabrication	498,9	502,8	3,9	0,8	508,1	5,3	1,1	9,2	1,8
Autres industries productrices de biens	116,5	116,8	0,3	0,3	116,0	-0,8	-0,7	-0,5	-0,4
Secteur des services	3 124,7	3 307,2	182,5	5,8	3 375,2	68,0	2,1	250,5	8,0
Services à la production	991,7	1 057,4	65,7	6,6	1 102,7	45,3	4,3	111,0	11,2
Services à la consommation	1 075,3	1 138,2	62,9	5,8	1 146,0	7,8	0,7	70,7	6,6
Services gouvernementaux	1 057,7	1 111,6	53,9	5,1	1 126,5	14,9	1,3	68,8	6,5
Emploi total	**3 984,4**	**4 166,7**	**182,3**	**4,6**	**4 238,2**	**71,5**	**1,7**	**253,8**	**6,4**

Secteur de la production : fabrication, construction et autres industries productrices de biens
Autres industries productrices de biens : agriculture, foresterie, pêche, mine et extraction de gaz et services publics.
Secteur des services : services à la production, services à la consommation et services gouvernementaux
Services à la production : commerce de gros, transport et entreposage, finance, assurances, immobilier et location, services professionnels scientifiques et techniques, services aux entreprises, bâtiments et de soutien.
Services à la consommation : commerce de détail, information, culture et loisirs, hébergement et services de restauration, autres services
Services gouvernementaux : services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale, administration publique.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, estimations d'Emploi-Québec pour 2013 à 2022.

TABLEAU 4 **Prévision des besoins de main-d'œuvre de 2013 à 2017, selon la région**

	Demande totale	Croissance prévue de l'emploi	Remplacement prévu lié à la retraite*
Gaspésie–îles-de-la-Madeleine	9 500	900	8 600
Bas-Saint-Laurent	19 000	1 700	17 300
Capitale-Nationale	71 200	18 000	53 200
Chaudière-Appalaches	37 500	5 000	32 500
Estrie	29 700	5 500	24 200
Centre du Québec	22 300	3 700	18 600
Montérégie	132 900	32 800	100 100
Montréal	149 500	44 300	105 200
Laval	37 200	14 000	23 200
Lanaudière	47 700	14 200	33 500
Laurentides	62 100	21 700	40 400
Outaouais	34 500	11 500	23 000
Abitibi-Témiscamingue	12 600	2 200	10 400
Mauricie	25 700	2 500	23 200
Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 800	3 200	21 600
Côte-Nord et Nord-du-Québec	9 300	1 100	8 200
RMR de Québec	74 400	17 900	56 500
RMR de Montréal	330 000	105 100	224 900
Ensemble du Québec	**725 400**	**182 300**	**543 100**

* Ce nombre correspond à une régionalisation, faite par Emploi-Québec, des nouvelles rentières et des nouveaux rentiers prévus par la Régie des rentes du Québec (excluant les nouvelles rentières et les nouveaux rentiers hors du Québec). Les chiffres ont été arrondis.

Sources : Régie des rentes du Québec, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, Emploi-Québec.

MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC

Présentation sommaire

Emploi-Québec, unité rattachée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, fait chaque année des prévisions du marché du travail à moyen (cinq ans) et à long terme (dix ans).

Ces prévisions portent sur l'emploi par industrie et par profession, de même que sur la participation au marché du travail et sur le chômage. Elles se fondent sur les prévisions économiques à moyen et à long terme du Conference Board du Canada (CBdC), notamment celles qui touchent la consommation des ménages, les dépenses gouvernementales, les investissements privés et publics, les exportations et les importations, ainsi que l'évolution du taux de change.

C'est donc dire qu'Emploi-Québec ne fait pas de prévisions économiques, et que si la croissance économique constatée au cours de la période de prévision est différente de celle que prévoit le CBdC, l'évolution de l'emploi pourrait aussi différer de celle qu'entrevoit Emploi-Québec dans ses prévisions.

Prévisions de l'évolution de l'emploi par industrie

La démarche d'Emploi-Québec s'appuie sur le plus récent scénario de prévision du CBdC. À l'aide d'un outil économétrique élaboré selon ses spécifications par le CBdC et se basant en particulier sur des équations de production découlant de la matrice d'entrées-sorties pour le Québec de Statistique Canada, l'unité fait d'abord une répartition par industrie du volume de production prévu par le CBdC pour le Québec pour chacune des années de prévision.

Par la suite, Emploi-Québec estime la productivité du travail par industrie pour chacune des années de prévision, à partir de la tendance observée par le passé. Pour les perspectives à moyen terme (sur 5 ans), elle fait une estimation de la productivité dans 33 industries, alors que pour les perspectives à long terme (sur 10 ans), l'estimation porte sur 6 industries ou regroupements d'industries.

Emploi-Québec estime en dernier lieu l'emploi par industrie pour chacune des années de prévision en divisant le volume de production prévu de chaque industrie par la productivité du travail projetée de chacune. L'emploi total pour chaque année de prévision correspond à la somme de l'emploi annuel dans chacune des industries.

Prévisions des autres caractéristiques du marché du travail

Emploi-Québec calcule la population en âge de travailler pour la période de prévision en appliquant à la population des groupes d'âge de l'année de référence, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, les taux de croissance estimés à partir du plus récent scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ce calcul est fait pour chaque année de la période.

Elle estime le taux d'activité de chacune de ces années en se basant sur l'évolution passée de ce taux au Québec selon les groupes d'âge et en tenant compte de l'évolution du taux d'activité au Canada, en Ontario et dans les pays développés.

Les autres caractéristiques sont obtenues par identité : le taux d'emploi correspond au nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes en âge de travailler; on obtient la population active en multipliant le nombre de personnes en âge de travailler par le taux d'activité; le chômage correspond à la population active moins le nombre de personnes en emploi; on obtient enfin le taux de chômage en divisant le nombre de chômeuses et chômeurs par la population active. Cette méthode est aussi utilisée par le Conference Board du Canada.

Les prévisions par région

On calcule l'emploi par industrie et par région, pour la période de prévision, à partir de l'historique des parts de l'emploi de chaque région par rapport à l'ensemble du Québec. Pour plusieurs industries, les prévisions d'emploi par région sont ajustées en fonction de l'évolution démographique prévue dans chaque région.

Comme l'estimation de la population de 15 ans ou plus par région, pour la période de prévision, est effectuée à partir du scénario démographique de l'ISQ, le taux d'emploi par région est calculé par identité, en divisant l'emploi par la population de 15 ans ou plus. Emploi-Québec calcule le taux d'activité par région pour la période de prévision à partir : 1) de l'écart observé dans le passé entre le taux d'activité de la région et le taux d'activité du Québec; 2) de l'évolution prévue de l'écart entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec. Les autres caractéristiques du marché du travail régional (population active, chômage et taux de chômage) sont ensuite obtenues par identité.

Les perspectives à moyen terme (sur cinq ans) sont établies pour seize régions administratives (la Côte-Nord et le Nord-du-Québec sont réunies dans ce cas) et pour les deux grandes régions métropolitaines de recensement, celles de Montréal et de Québec. Les perspectives à long terme (sur dix ans) se font selon les trois regroupements suivants : la grande région de Montréal, les autres régions centrales et les régions ressources.

RÉFÉRENCES

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Canadian Outlook*, printemps 2013, XVI-60 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook 2013 – Long Term Economic forecast*, XX-140 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook Executive Summary*, été 2013, 18 pages.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. *World Economic Outlook*, octobre 2013, XVI-190, 43 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056*, édition 2009, 132 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2007*, Québec, 2007-2013, 26 septembre 2013.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 93, mai 2013, 324 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la RRQ*, données compilées pour Emploi-Québec à partir du fichier des bénéficiaires au 31 décembre 2012.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, 2013.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2011*, 79 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2007*, mars 2007, 829 pages.

Information sur le marché du travail

imt

www.imt.emploiquebec.gouv.qc.ca

F-2493 (2014-07)

Emploi Québec